

Carhaix

# Le Télégramme



**Pornographie**

Le combat d'Ennoccence pour mieux protéger les adolescents Page 9

N°22.692. Jeudi 21 juin 2018 / [www.letelegramme.fr](http://www.letelegramme.fr) / Tél. 09.69.36.05.29 / 1,05 €

## LES CHANTIERS D'AVENIR DE MACRON



Photo: Jean Yves Collin

Photo: Claude Rogez  
AFP

Parcs éoliens, maillage territorial, extraction de sable, agriculteurs... Mercredi, Emmanuel Macron, en déplacement deux jours en Bretagne, a abordé plusieurs chantiers d'avenir concernant la région. Le Président sera aujourd'hui dans le Finistère avec au programme, notamment, Le Guilvinec et Quimper. Pages 4 et 19



A la télé

## Discours présidentiel

Tébéo et TébéSud diffusent ce jeudi en différé le discours que doit prononcer Emmanuel Macron à Quimper. Quelque 600 élus bretons suivront sur place l'intervention du président de la République. Sur Tébéo et TébéSud à 18 h.

A suivre

## Émissions spéciales

Tébéo et TébéSud accueillent en début de soirée plusieurs acteurs politiques et économiques, invités à réagir à la visite présidentielle de deux jours en Bretagne.

Instant T à 19 15  
Eco&Co à 19 h 45

# Bretagne. Emmanuel Macron trace son sillon

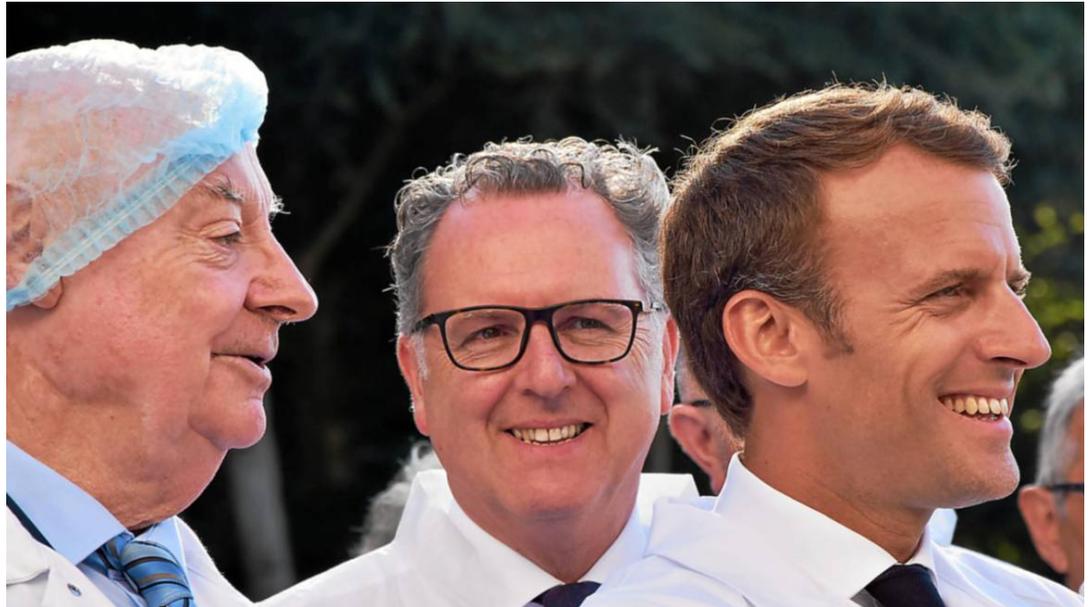
Propos recueillis par Laurent Marc

Services publics, agriculture...

À l'issue de son déjeuner à Saint-Brieuc avec les élus locaux, Emmanuel Macron est revenu sur les sujets d'actualité bretons. Le président de la République s'est montré très soucieux de ne pas oublier les villes moyennes dans le maillage territorial.

« Vous illustrez parfaitement ce vers quoi on veut aller », a déclaré, mercredi soir, le chef de l'État au P-DG de la Sill, Gilles Falch'un, à Plouvien : « Une meilleure valorisation des marques, pour mieux vendre, mieux payer les producteurs et structurer la filière ».

Photo Pierre Chopin



> **Saint-Brieuc, comme de nombreuses villes moyennes, souffre économiquement avec un centre-ville à la peine. Concrètement, quelles actions peuvent être mises en place ?** Saint-Brieuc a été retenu dans le cadre du plan « action cœur de ville », comme une centaine d'autres villes. Ici, le centre-ville a souffert et a besoin d'être réhabilité. C'est un défi pour attirer une population jeune et active. L'opération consiste à injecter cinq milliards d'euros pour transformer des centres urbains. Les gens veulent une

ville à taille humaine. Le choix sociétal des années 1990 n'est plus le choix d'aujourd'hui. Les gens veulent retrouver un centre plus animé et plus joyeux. À défaut, les logements perdent de leur valeur. Nous avons un vrai travail d'investissement à réaliser. Je crois à ce maillage territorial. La métropolisation est favorable aux grandes villes mais il ne faut pas oublier les villes moyennes. Nous n'avons pas souvent investi dans les villes moyennes depuis les Trente glorieuses. Nous avons souffert d'une forme d'organisation de l'État qui a regroupé

ses moyens dans les plus grands centres.

> **Dans le même temps, on assiste à la fermeture des services publics un peu partout sur le territoire...**

Nous voulons changer cette philosophie de retrait des services publics dans les petites villes. Par exemple, je ne peux pas accepter que des milliers de concitoyens ne puissent pas avoir leur permis de conduire ou leur carte grise parce qu'ils n'ont pas accès au numérique. Cela concerne entre 15 et

20 % de la population, notamment les personnes âgées. Nous avons mis les citoyens dans l'impasse. Cela va cesser. Nous allons prendre une décision : remettre de la présence physique, être au contact. On a déshumanisé le rapport de l'État au service public. Nous avons trop de monde dans les bureaux à Paris. Nous faisons trop de circulations et nous n'apportons pas assez de solutions. C'est une vision, nous allons la décliner à partir de début 2019.

> **Vous avez salué le savoir-faire de l'entreprise Sill, à Plouvien**

(Finistère). Mais, en amont, les agriculteurs font souvent part de leurs inquiétudes quant aux rapports avec le milieu agroalimentaire. Comment les rassurer ?

Début juillet, nous allons recevoir toutes les filières. Les agriculteurs veulent vivre dignement de leur travail. Il ne faut pas tirer les prix vers le bas. Dans chaque filière, il faut faire en sorte de monter en gamme et mieux valoriser la production. Le bio et les circuits courts, par exemple, permettent de mieux vendre le lait.

## Extraction de sable. Le dossier enterré ?

Il fallait lire entre les lignes. Le projet d'extraction de sable coquillier en baie de Lannion devrait être abandonné. En creux, c'est ce que le président de la République a annoncé mercredi. « Un gros travail a été fait avec le groupe Roullier (NDLR, porteur du dossier). Cependant, les conditions ne sont pas réunies pour débiter une exploitation de manière satisfaisante ». Emmanuel Macron a d'ailleurs chargé le préfet des Côtes-d'Armor de plancher à nouveau avec le groupe Roullier pour « combiner les préoccupations environnementales et les intérêts du groupe ». Pour autant, le chef de l'État le répète : « Aujourd'hui, les circonstances ne permettent pas d'assurer une exploitation normale ». Conclusion de Richard Ferrand, chef de file des députés LREM au palais Bourbon et député du Finistère : « Ça signe la fin du projet ».

## Au Cap Fréhel : bon vent aux éoliennes marines !

Hervé Queillé

Le parc éolien de la baie de Saint-Brieuc a enfin le feu vert de l'État ! Le président de la République, en déplacement pendant deux jours en Bretagne, l'a annoncé officiellement, mercredi matin, sur un Cap Fréhel nimbé de nappes de brouillard.

Nicolas Hulot et Loïc Chesnais-Girard se sont félicités de l'annonce.



Ces derniers temps, les six projets éoliens « offshore » français (1) semblaient en effet avoir du plomb dans l'aile. Il n'en est rien. Bien au contraire. Face au défi climatique, Emmanuel Macron estime qu'il « faut aller plus loin et plus vite sur le renouvelable ». Pour ce qui concerne la Bretagne, les 62 éoliennes (2) seront construites en 2020. Elles commenceront à être installées, l'année suivante, pour une pro-

duction d'électricité qui devrait débiter en 2023.

### 40 % moins cher pour l'État

Il s'en est fallu de peu, cependant, pour que le Chef de l'État ne vienne bredouille en Côtes-d'Armor. L'accord sur le prix d'achat de l'électricité produite par les industriels offshore n'a été conclu que mardi soir, après d'âpres négociations, « menées nuit et jour ». Le prési-

dent de la République révèle que ce tarif sera inférieur de 30 % au prix initial (entre 180 et 230 euros/mégawattheure). « En six ans, les technologies et le contexte ont changé » précise Emmanuel Macron. Par ailleurs, le nouvel accord comprend une prise en charge du raccordement au réseau par RTE. Résultat : « 15 milliards d'euros d'argent public économisés. Ce qui va permettre d'aller deux fois plus vite en

lançant de nouveaux appels d'offres, notamment en matière d'éoliennes flottantes, comme à Dunkerque », souligne Emmanuel Macron.

### « La Bretagne est prête »

Le soulagement est de rigueur en Bretagne. Le président de la Région affirme qu'il s'agit « d'une bonne nouvelle pour l'ensemble des acteurs de la filière. Elle était attendue au regard des investissements importants réalisés, en particulier sur le port de Brest. La Bretagne est prête pour accueillir le projet Ailes Marines et pour accélérer le déploiement de l'éolien offshore ». Loïc Chesnais-Girard peut être d'autant plus satisfait que le chef de l'État a également annoncé que « la Bretagne allait devenir, non plus une pointe avancée mais une plaque tournante des énergies renouvelables... Notamment au cœur du réseau d'interconnexion européen Celtic, avec l'Irlande ».

(1) Trois sont développés par EDF, au large de Fécamp (Seine-Maritime), Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et Courseulles-sur-Mer (Calvados) et deux par Engie au large du Tréport (Seine-Maritime). (2) D'une puissance de 500 MW produisant 1850 GWh, équivalent à la consommation annuelle de 850 000 habitants.